Le gouvernement israélien donne son feu vert à un cessez-le-feu immédiat et à un accord sur les otages

A 01h20 heure israélienne (peu après minuit heure d'Europe centrale), tôt vendredi matin, le gouvernement israélien à Jérusalem a approuvé la phase 1 de l'accord de paix avec le Hamas élaboré par les Etats-Unis. La décision de ratification du cabinet de 25 membres a été prise à une large majorité. Seuls les trois représentants des ultranationalistes et deux des trois ministres des Sionistes religieux se sont opposés à cette décision.

Le cessez-le-feu convenu dans la lutte contre l'organisation terroriste Hamas entre ainsi immédiatement en vigueur et les troupes israéliennes à Gaza se retirent dans les 24 heures sur les positions convenues dans l'accord. Israël contrôlera alors encore 53% de la bande de Gaza jusqu'à la mise en œuvre de la prochaine phase, non encore convenue avec le Hamas, du plan de paix du président américain Donald Trump.

Dans les 72 heures qui suivent, les derniers otages enlevés par le Hamas le 7 octobre 2023 doivent être remis à Israël. Vingt d'entre eux seraient encore en vie. En échange, Israël libère 2 000 Palestiniens détenus, dont 250 terroristes.

L'accord, approuvé par le cabinet israélien tôt vendredi matin, avait été signé jeudi à Sharm El Sheikh, en Egypte, par des représentants des délégations de négociation d'Israël et du Hamas.

Ensuite, le ministre israélien des Affaires étrangères Gideon Saar a déclaré dans une interview à la chaîne de télévision américaine Fox qu'Israël n'avait pas l'intention de reprendre les hostilités. Le chef du Hamas, Khalil al-Haya, a également déclaré que la guerre à Gaza était terminée.

L'envoyé spécial des États-Unis pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, et le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, ont participé à la réunion du cabinet israélien. Tous deux ont joué un rôle crucial dans l'élaboration du plan de paix américain en 20 points et dans son soutien dans les pays arabes et d'autres pays musulmans, notamment le Qatar, la Turquie, l'Égypte, la Jordanie, les Émirats arabes unis (EAU) et l'Arabie saoudite.

Les États-Unis vont envoyer 200 observateurs militaires au Moyen-Orient pour surveiller l'accord de paix qui vient d'être conclu. Ils seront assistés par des représentants du Qatar, de la Turquie, de l'Égypte et éventuellement des EAU.